

Toyota Canada Inc.

Recommandations en matière de politiques auprès du Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités

16 mars 2010

1. Le Parlement devrait envisager de doter Transports Canada de ressources additionnelles. Nous soutenons la pratique d'enquêtes conjointes de Transports Canada et nous sommes convaincus que les rapports techniques basés sur des données concrètes sont essentiels pour découvrir les causes fondamentales. Augmenter le personnel et les ressources financières de Transports Canada permettra à ce département de fournir aux Canadiens le surcroît de confiance qu'ils recherchent.

2. Nous recommandons que la juridiction concernant la sécurité des véhicules motorisés de Transports Canada soit étendue au-delà de son mandat actuel pour couvrir le marché de l'après-vente. L'expérience a démontré que l'installation de pièces du marché d'après-vente

incompatibles ou les modifications au véhicule qui annulent la certification, peuvent et donnent lieu à des incidents.

3. La Loi présente actuellement des lacunes concernant la propriété et l'usage des données EDR. Il faut penser à combler les lacunes avant que l'usage des données EDR soit pratique courante, sinon on devra faire face à de sérieux problèmes concernant la protection de la vie privée au Canada.

4. Nous recommandons des politiques qui exigent et promeuvent l'éducation continue des conducteurs. La technologie automobile a évolué rapidement pour satisfaire les règlements en matière d'efficacité énergétique, de normes antipollution et de sécurité. Malheureusement, la compréhension qu'ont les conducteurs de ces systèmes fait parfois défaut. Nous devons y remédier, car dans de nombreux cas, en augmentant la conscientisation des conducteurs de ces technologies, on en fera des opérateurs de véhicules meilleurs et plus avertis. Toyota est prête à prendre part à ces discussions afin de déterminer quelle forme devrait prendre cette formation continue et la manière de la certifier.